

Sur le front

de l'information
locale à la
résilience locale



FRONTLINE



Qu'est-ce que *Sur le front* ?

Le programme *Sur le front* a rassemblée, dans 22 pays répartis dans le monde entier, des informations locales sur les risques et la résilience, et renforcé les capacités des acteurs locaux et nationaux pour utiliser ces données afin de mieux protéger les plus vulnérables face aux catastrophes.

Comment ça marche ?

Entre 2014 et 2017, un réseau d'organisations de la société civile a organisé des conversations structurées avec 14 282 personnes, membres des communautés locales, organisations de la société civile et administrations locales. Les conversations portaient sur divers contextes de risque. Ces participants ont réfléchi sur leurs connaissances des chocs cruciaux, leurs expériences des obstacles à la réduction des risques et sur ce qu'ils ont repéré comme les étapes les plus importantes pour lutter contre ces obstacles.

Ces informations ont été codées et rassemblées dans une base de données mondiale qu'il est possible à tous de consulter pour analyse. Les organisations de la société civile ont travaillé avec les communautés pour utiliser les résultats dans l'élaboration de plans d'action locale et travailler avec les gouvernements pour obtenir des changements dans les priorités, services et systèmes nationaux.

Figure 1 :
La méthode
Sur le front

1. Participation

Des organisations de la société civile sont identifiées comme organisations participantes dans chaque pays. Chacune d'elles relève 5 zones de risque différentes et 4 communautés dans chaque zone de risque. C'est avec ces communautés qu'elle travaillera.

2. Contextualisation

Des séances en petit groupe contextualisent le langage et la méthode de *Sur le front* pour l'adapter au contexte spécifique du pays et établir un ensemble de codes pour les réponses.

4. Codage des conversations

À l'aide d'un outil simple de recensement des données, les organisations participantes codent les réponses aux conversations et enregistrent les données de profil (p.ex. âge, sexe, statut économique).

3. Mobilisation : Conversations *Sur le front*

Les organisations participantes choisissent dans chaque lieu des personnes à interroger, en veillant à une bonne représentation des groupes d'âges, sexes, statuts économique et handicaps. C'est avec ces personnes qu'elles auront des conversations structurées.

5. Analyse et visualisation des données

Les données codifiées sont rassemblées à l'échelon national et saisies dans une base de données mondiale par GNDR. Les données sont présentées sur une plateforme open source et interactive, elles peuvent être ventilées par pays, communauté, âge, sexe et statut économique.

6. Utilisation des résultats

Dans chaque communauté, les organisations participantes utilisent les résultats de *Sur le front* pour des consultations communautaires, la planification d'action et la promotion de partenariats pour l'action et le plaidoyer.

À l'échelon national, les gouvernements utilisent les résultats de *Sur le front* pour orienter leurs politiques et budgets.

Aux échelons régionaux et mondial, les résultats peuvent servir à suivre les progrès des cadres de développement.



Comment le programme *Sur le front* relève-t-il le défi de la réduction des risques ?

Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (SFDRR), le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sur le changement climatique impliquent tous que les États et les autres acteurs doivent travailler ensemble pour réduire les risques et renforcer la résilience des communautés face aux menaces. Cependant, praticiens et décideurs sont confrontés à de nombreux défis dans leur effort pour réduire les risques. *Sur le front* peut aider face, de la manière suivante, aux lacunes et contraintes :

Difficultés dans la réduction des risques

Les données locales et ventilées ne sont pas souvent disponibles

S'il y a souvent des données concernant le tableau général des risques présents dans un pays, les informations détaillées sur les chocs et stress locaux de chaque communauté et la façon dont ils affectent les différents types de population ne sont pas facilement accessibles.

Les acteurs ont du mal à jongler entre les différents secteurs

Beaucoup de ministères et organismes gouvernementaux sont concernés par la réduction des risques et le renforcement de la résilience. Il est parfois difficile de voir comment ils peuvent travailler ensemble de façon cohérente.

Traiter le risque dans des contextes informels et fragiles est une tâche complexe

La connaissance sur le traitement des risques dans des contextes informels, fragiles et complexes est limitée, et pourtant elle est de plus en plus importante.

Les capacités peuvent être limitées

La résilience exige le travail en commun des différents acteurs, qui peuvent manquer de certaines compétences.

Les ressources sont rares

Les ressources pour la RRC sont limitées et, avec l'augmentation des catastrophes, les provisions ne peuvent répondre à la demande.

Comment *Sur le front* s'attaque à ces difficultés

Sur le front présente une base de preuves crédibles sur les risques locaux qui peuvent être ventilées selon la communauté, le sexe, l'âge ou le statut socioéconomique.

Sur le front donne des idées de solutions intersectorielles.

Sur le front permet de mieux comprendre comment construire la résilience dans les situations complexes de la vraie vie.

Sur le front renforce les capacités de direction et de collaboration, grâce à ses processus participatifs de collecte de données et de suivi.

Sur le front souligne les domaines où il est nécessaire d'allouer les fonds en priorité et met en lumière comment mieux mobiliser les ressources locales.

Comment *Sur le front* a-t-il été mis au point ?

Le Réseau mondial d'organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes (GNDR) est le plus grand réseau international d'organisations engagées dans un travail en commun pour améliorer la vie des populations affectées par les catastrophes dans le monde entier. Le réseau, en pleine expansion, s'est engagé dans une action commune, *Vues du front* (VdF). Cette initiative a apporté une vision locale des progrès du Cadre d'Action de Hyogo pour la réduction des risques de catastrophe. Ce programme passe par des entrevues avec des membres des communautés, des organisations de la société civile (OSC) et de l'administration locale. Ce programme a enquêté en 2009, 2011 et 2013, et rassemblé plus de 85 000 points de vue, dans 69 pays. Les bilans du processus ont fait apparaître que le savoir local est un élément important, mais souvent absent, pour comprendre et renforcer la résilience, au moment de la prise de décision et de la prise de décision. Partant des expériences de VdF, le programme *Sur le front* a été mis au point comme un moyen pour rassembler et partager le savoir local afin de renforcer la résilience.

Que contient cette publication ?

Dans ce document, nous examinons 5 résultats mondiaux du programme *Sur le front* et nous partageons des histoires montrant comment la collecte, la réflexion et l'action à partir des informations locales ont renforcé la résilience un peu partout dans le monde.



RÉSULTAT 1 : Toutes les dimensions du risque affectent les populations simultanément

Les données de *Sur le front* révèlent un large éventail de menaces affrontées localement (Figure 2). L'inondation est de loin la menace prédominante. Parmi les autres menaces une priorité est accordée localement aux menaces géophysiques comme les sécheresses, glissements de terrain, séismes, impacts du changement climatique et tempêtes particulièrement violentes. Les menaces sociales et économiques comprennent l'insécurité, la pauvreté, la contamination environnementale, la criminalité et l'alcoolisme. Outre ces « têtes d'affiches », les données mettent en avant 113 autres menaces.¹

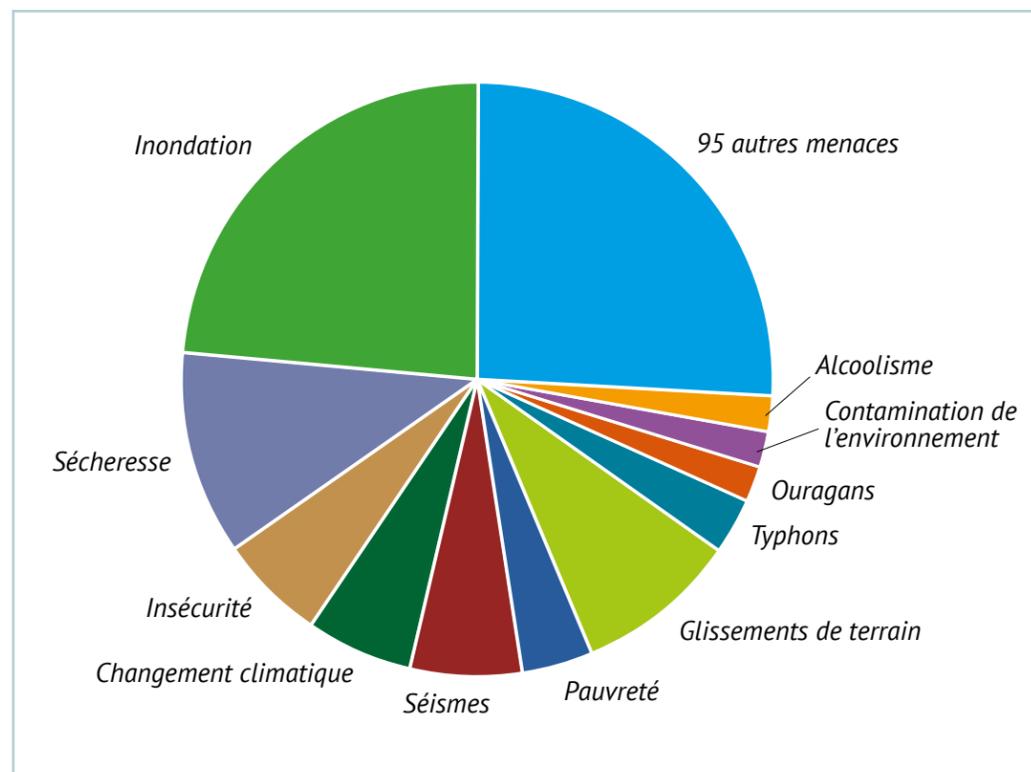
Même quand on se concentre sur des lieux particuliers, il y a encore une diversité dans les menaces. Les rapports par nationaux parlent de communautés qui ont de la peine à donner la priorité à une menace particulière, ou à distinguer les menaces entre elles. Cela souligne le fait que les gens se soucient de l'impact de tout un éventail de menaces et que nous devons envisager de multiples menaces et prendre une action intégrée pour leur répondre, plutôt que de nous centrer sur chacune isolément.

Recommandation de politique et de mise en pratique

Soutenir des programmes intégrés de réduction des risques qui renforcent la résilience globale plutôt que la résilience face à une catastrophe particulière.

Cette recommandation renforce le principe directeur de la SFDRR : « La réduction des risques de catastrophe exige une approche multirisque ».

Figure 2 :
Quelle est, dans votre contexte, la menace de priorité absolue ?



RÉSULTAT 2 : Les menaces récurrentes de petite échelle sont prioritaires

Sur le front recueille, outre les menaces auxquelles la population est confrontée, les conséquences de ces menaces. La Figure 3 montre les cinq menaces de priorité supérieure et les cinq conséquences de priorité supérieure de chacune d'elles. Si les pertes en vies humaines sont mentionnées comme la conséquence de certaines menaces, les personnes interrogées ont privilégié de façon répétée les pertes de biens, parmi lesquelles culture, bétail, habitation et moyens de subsistance, ainsi que les problèmes de santé. Ce sont ces impacts que les communautés observent toujours à nouveau comme conséquences des menaces récurrentes de petite échelle, dont l'impact est relativement faible, mais la fréquence élevée.

Quand nous regardons de plus près les pays et communautés particuliers, nous constatons que ce sont ces menaces récurrentes de petite échelle qui sont le principal objet de préoccupation des membres des communautés. Beaucoup de participants communautaires ont décidé d'élaborer des plans d'action pour traiter ces menaces extensives, leur donnant la priorité sur les événements d'impact élevé, mais de faible fréquence.

En autres termes, pour l'expérience locale, la petite échelle est à grande échelle. Cependant, l'étendue de ces menaces de petite échelle manque souvent dans les évaluations et bases de données nationales et mondiales. Selon le Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (CRED), 574 catastrophes ont été mentionnées dans le monde en 2015, dans 116 pays.² Cependant, sur une période similaire d'un an, la Campagne de GNR, 365 catastrophes, a collecté de la part des communautés locale le rapport de 663 catastrophes différentes dans 149 pays. La majorité de ces catastrophes correspondaient à des menaces de petite échelle non recensées qui ont affecté les moyens de subsistance, comme les participants au programme *Sur le front* l'évoquent constamment. Les études récentes de l'UNISDR et de Desinventar concordent avec les conclusions de *Sur le front*, et laissent entendre que de nombreux chocs et stress résultent d'événements de petite échelle.³ En fait, l'UNISDR a constaté que 99% des dossiers de catastrophe sont attribués à des risques extensifs.

Recommandation de politique et de mise en pratique

Augmenter l'investissement sur la compréhension et le traitement de la nature et de l'impact des « catastrophes ordinaires ».

Étant donné la forte proportion de personnes touchées par les catastrophes de petite échelle, cet investissement est indispensable pour obtenir le résultat escompté du SFDRR : « La réduction substantielle des pertes et des risques liés aux catastrophes en termes de vies humaines, d'atteinte aux moyens de subsistance et à la santé... »

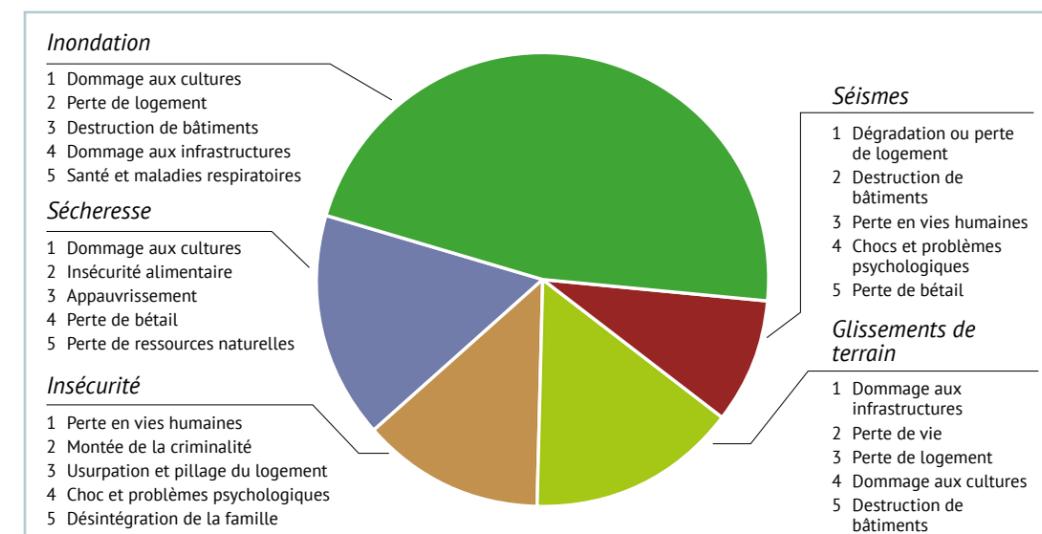


Figure 3 :
Quelles sont, dans votre contexte, les conséquences des menaces de priorité absolue ?

¹ Les résultats reposent sur un ensemble de données mondiales de 14 282 réponses couvrant l'Asie, le Pacifique, l'Afrique, l'Amérique latine et les Antilles. Davantage d'informations concernant la source des données relatives à ces résultats sont disponibles à www.gndr.org/frontline

² Selon le Rapport sur les catastrophes dans le monde 2016, fait par la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

³ Voir le chapitre 4 « Risques extensifs » du Rapport d'évaluation mondiale sur la RRC, GAR 2015 http://www.preventionweb.net/english/hyogo/gar/2015/en/home/GAR_2015/GAR_2015_91.html



RÉSULTAT 3 : Les catastrophes sont une question de développement

Sur le front consulte la population sur les actions qu'elle peut entreprendre pour réduire les risques, et non seulement sur les obstacles potentiels. La Figure 4 présente les actions qui ont été relevées dans le monde comme étant hautement prioritaires. Beaucoup de ces actions concernent les progrès sociaux et économiques, portant sur l'infrastructure, la santé, l'éducation, la réduction de la pauvreté et la sensibilisation communautaire. Elles concernent davantage le développement humain que la simple préparation ou réponse aux catastrophes.

Fait intéressant, quand on compare les résultats de *Sur le front* sur la perceptions des pertes dans chaque pays avec les positions de ces pays dans d'autres évaluations des risques à grande échelle et du développement, on constate une plus forte corrélation avec l'Indice de développement humain, l'Indice du bonheur mondial et l'Indice de pauvreté multidimensionnelle qu'avec l'Indice mondial des risques. La raison en est que les risques prioritaires mentionnés par les communautés sont en lien étroit avec les indices mesurant le développement et la pauvreté, alors que l'accent de l'Indice mondial des risques sur les aléas naturels à grande échelle, dont l'exploration des facteurs sous-jacents complexes des risques, est limitée.

Pourtant, nous observons souvent aux échelons mondial, régional et local un traitement des catastrophes et du développement par les différentes institutions qui suit des cadres déconnectés avec des budgets distincts. Cette approche cloisonnée a pour conséquence que les personnes mandatées pour réduire les impacts de catastrophe ne collaborent guère, voire sont en compétition avec celles qui s'attaquent aux questions de développement qui aggravent les catastrophes.

Recommandation de politique et de mise en pratique

Accroître l'investissement dans la lutte contre les facteurs de risque sous-jacents identifiés par les acteurs locaux.

Les gouvernements nationaux et les administrations locales ne doivent pas lutter contre les risques de catastrophe de manière isolée, ils doivent au contraire aligner les cibles, activités et budgets entre tous les ministères ou départements qui travaillent dans l'éducation, les travaux publics, la santé et la gestion des catastrophes.

Les bailleurs de fonds devraient financer en priorité les projets qui adoptent une approche holistique et intersectorielle pour réduire les risques.

Ces recommandations font écho à la Priorité 3 du SFDRR qui insiste sur renforcer la résilience plutôt que se contenter de lutter contre les catastrophes, et le principe directeur : « Prendre en charge les facteurs de risque sous-jacents de manière économique à travers des investissements plutôt qu'en s'appuyant principalement sur l'intervention et le relèvement une fois les catastrophes survenues. »

Figure 4 : **Actions prioritaires pour lutter contre les menaces et les conséquences**

1

Campagne

2

Éducation

3

Aucune action possible

4

Investissement dans les infrastructures et l'atténuation

5

Éradiquer la pauvreté et créer des emplois

6

Améliorer les techniques agricoles

7

Coordination intersectorielle de la Santé, l'Enseignement, etc.

8

Plaidoyer

9

Sensibilisation communautaire

10

Améliorer le système de santé

RÉSULTAT 4 : Les impacts de catastrophe sont propres au contexte et au lieu

Sur le front peut, à partir des données mondiales, zoomer sur les données nationales, infranationales, voire communautaires. En y regardant de près, on peut remarquer que même des zones qui sont confrontées aux mêmes menaces peuvent éprouver des impacts très différents. Pour vous donner un exemple, nous zoomons ci-dessous sur deux villes des Philippines : San Mateo au nord des îles et Cotabato au sud.

Toutes deux ont des populations urbaines importantes et les données de *Sur le front* montrent que les deux villes sont confrontées à des problèmes communs. Les deux villes ont les inondations comme menace dominante. Elles placent aussi en priorité les menaces sociales et économiques, dont le chômage et la toxicomanie.

Pourtant, pour ces menaces qu'elles ont en commun, les communautés ont cité des conséquences prioritaires très différentes. À San Mateo, les impacts économiques causés par les inondations sont ce qu'il y a de plus important avec l'augmentation des maladies d'origine hydrique. Par contre, à Cotabato, le principal souci des communautés est l'interruption de l'éducation en raison des inondations.

Le point de vue sur les actions nécessaires est tout aussi particulier à chaque lieu que les impacts des menaces. À Cotabato, les communautés ont donné la priorité à l'enlèvement des déchets, parce qu'ils entraînaient l'obstruction des conduits d'écoulement ce qui aggrave les inondations. Alors qu'à San Mateo, les communautés ont considéré que la chose la plus importante était de renforcer la capacité de l'administration municipale, parce que le secteur informel de la ville se développe rapidement et que les acteurs ignorent comment remédier aux difficultés complexes qui y sont liées.



Figure 5 : **Comparaison entre deux villes des Philippines**

SAN MATEO		COTABATO	
POPULATION URBAINE	205.255	POPULATION URBAINE	271.786
DIFFICULTÉS COMMUNES			
INONDATIONS		CHÔMAGE	
TOXICOMANIE			
IMPACTS	<ul style="list-style-type: none"> Impacts économiques Maladies d'origine hydrique 	<ul style="list-style-type: none"> Interruption de l'enseignement 	IMPACTS
ACTIONS NÉCESSAIRES	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les capacités de l'administration municipale 	<ul style="list-style-type: none"> Évacuer les déchets 	ACTIONS NÉCESSAIRES

Recommandation de politique et de mise en pratique

Les administrations locales doivent être chargées de développer des stratégies locales spécifiques de RRC en collaboration avec les membres des communautés afin d'être informées par la vision des réalités qu'ont les communautés sur le terrain. Elles doivent aussi se voir affecter le budget nécessaire.

Cette recommandation fait écho au principe directeur du SFDRR : « Prendre en compte les caractéristiques spécifiques locales des risques de catastrophe afin de déterminer les mesures de réduction des risques. »



RÉSULTAT 5 : Le savoir local guide une action efficace

Figure 6 :
Recommandations issues des résultats de Sur le front pour renforcer la résilience à Carles, Philippines.

Sur le front consulte la population locale sur les actions qui peuvent être entreprises pour réduire les risques et les obstacles auxquels elle est confrontée. Cette information peut servir à identifier les prochaines étapes spécifiques pour renforcer la résilience. Considérer les perspectives à l'échelon d'une région ou du monde peut à son tour donner une direction à suivre pour les étapes régionales ou mondiales indispensables pour renforcer la résilience et atteindre les cibles du SFDRR, des ODD et de l'Accord de Paris.

La Figure 6 ci-dessous en donne un exemple qui montre les recommandations qui sont sorties, suite à l'étude des données à Carles aux Philippines.

MENACES

La ville de Carles est située sur la pointe la plus septentrionale de l'île de Panay et s'est trouvée sur la voie de typhons majeurs, parmi lesquels le typhon Yolanda (Haiyan), en 2013. Outre les typhons, les communautés ont fait part de préoccupations particulières à propos des la pêche illégale avec usage de dynamite, et de maladies que les communautés attribuaient au manque d'accès aux services de santé et d'accouchement, ou à l'eau sur les îles isolées. Les séismes et les accidents de la circulation sont également très fréquents sur les îles, les derniers étant attribués au fait que 90% des personnes conduisent sans permis et ne portent pas de casque.

CONSÉQUENCES

Les personnes interrogées par Sur le front ont donné la priorité à la perte de moyens de subsistance causée par ces menaces, en particulier les dommages causés par les typhons aux bateaux de pêche. Cette perte conduit à l'insécurité alimentaire, la population ne pouvant plus s'approvisionner en poisson à manger. Le dommage aux foyers et la perte de vies humaines ont aussi été abordés, en particulier la mortalité maternelle et infantile.

ACTIONS



PRÉPARATION AUX CATASTROPHES

- Préparation au niveau du barangay, alerte précoce et évacuation préventive dirigées par le conseil du barangay et les bureaux de la réduction et de la gestion des risques de catastrophe.



RECHERCHE D'UN SOUTIEN EXTÉRIEUR

- Les habitants de la communauté sont à la recherche d'autres sources de revenu et demandent le soutien d'agents extérieurs, dont le gouvernement, les ONG et les ONGI.



CONSTRUCTION D'ABRIS

- Les maisons endommagées par le typhon Haiyan ont été reconstruites grâce au soutien de l'administration locale et au bénévolat parmi les habitants.



RÈGLEMENT DU VILLAGE

- Des décrets ont été émis pour instituer un tri et une élimination appropriés des déchets, prohiber et verbaliser la pêche illicite, et réglementer les permis de conduire des motocycles.

OBSTACLES



OBSTACLES PSYCHOLOGIQUES

- Certains habitants refusent de se préparer et d'évacuer, ils ne prêtent pas la moindre attention aux appels officiels du barangay qui leur demande de déplacer et sécuriser leur bateau



DISTRIBUTION INÉGALE

- Le manque de coordination entre les organismes qui ont apporté de l'aide en 2013 (Typhon Yolanda) a engendré une distribution inégale de l'aide au sein de la communauté.



DISTANCE ET ISOLEMENT

- L'accès des gens aux services de base comme l'eau et les médicaments est difficile parce qu'on ne peut accéder à ces services que sur les îles principales. Leurs sources de revenu sont également difficile à atteindre.



MANQUE DE RESSOURCES

- Les opportunités et programmes de moyens de subsistance sont limités. Il y a aussi une carence en ressources pharmaceutiques, notamment l'approvisionnement et les stocks pendant les typhons.



PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Les acteurs locaux se sont réunis pour analyser les résultats de *Sur le front*. En s'appuyant sur les propositions d'action de la communauté et en tenant compte des obstacles que sont le manque de ressources, la distance et l'isolement, la manque de coordination et les barrières psychologiques, les recommandations suivantes sont ressorties pour la région :

Que les foyers créent des « sacs à emporter » d'urgence. Les groupes de la société civile préconisent que le public adopte cette méthode de préparation à faible coût.

Nommer une personne responsable de veiller à ce que la patrouille d'urgence fonctionne régulièrement. Cela aiderait la population à évacuer les îles éloignées.

Que le Bureau municipal de santé nomme une sage-femme permanente qui sera en mesure de répondre, sur les îles, aux besoins des femmes enceintes pendant et après les situations d'urgence.

Que les conseils du barangay désigne un groupe de travail qui suivra et fera appliquer les activités de gestion des catastrophes et de gestion des déchets solides sur les îles. Cette action coordonnée permettra de surmonter l'obstacle de l'apathie des résidents vis-à-vis de la préparation aux menaces.

Que les unités de l'administration locale du barangay révisent les règlements routiers et de circulation. Les groupes prônent des sanctions pour non-respect des limitations de vitesse, le port inadéquat du casque, la présence de plus de 2 passagers par motocycle et la conduite en état d'ivresse.



Impact jusqu'à présent : utiliser le savoir local pour renforcer la résilience

Après avoir collecté les informations locales, les organisations de la société civile de chaque pays ont travaillé avec les communautés pour apporter, à l'aide de ces informations, des changements de politiques et de pratiques à différents niveaux afin de renforcer la résilience locale. Cela s'est fait à l'aide de planification d'actions locales, plaidoyer et création de coalitions. Cette partie présente des études de cas de ce travail, qui nous permettent de voir quelques-uns des facteurs communs essentiels pour le succès :

Lutter contre les risques de catastrophe peut sembler une tâche immense et coûteuse, hors de portée des acteurs locaux, mais cela peut être réalisé si un large éventail d'acteurs s'engagent dès le début, y compris les communautés et les différents organismes gouvernementaux. Il a été prouvé qu'il est essentiel de faire interagir ces différents acteurs dès le début par l'intermédiaire d'ateliers collaboratifs où les acteurs peuvent discuter ensemble des informations locales et fournir des récits complémentaires tirés de leur expérience personnelle permettant de trianguler les résultats. De tels ateliers assurent une appropriation intersectorielle et permettent aux acteurs d'identifier des objectifs communs, une reddition de comptes conjointe et des actions collaboratives potentielles. Dans certains cas, l'attribution de rôles clairement établis et la reddition de comptes conjointe ont été assurées par la formation de réseaux et d'alliances.

Le processus d'interrogation des membres de la communauté pour collecter le savoir local a suscité un élan en faveur de l'action. Il est indispensable que le processus permettent une réflexion commune au lieu de se limiter à une ponction de renseignements. Dans la majorité des cas, les participants à l'enquête ont été tellement prompts à apporter des changements après la réflexion sur les menaces auxquelles ils sont confrontés qu'ils ont entamé eux-mêmes des initiatives. Toutefois, les priorités concurrentes et les emplois du temps chargés font que parfois l'élan peut être perdu et que les accords préalables ne soient plus prioritaires. Il est possible de surmonter cette difficulté par des efforts continus de sensibilisation et de pression, plutôt qu'en se contentant d'un investissement initial dans le plaidoyer.

En dépit des ressources limitées, il est possible de renforcer la résilience en mobilisant les ressources locales. Cependant, toutes les initiatives auraient pu être développées et l'impact accru si d'autres ressources avaient été disponibles à l'échelon local.

Renforcer la résilience grâce aux associations d'épargne communautaire en Ouganda

Dans la région de Namabasa en Ouganda, les membres de la communauté ont signalé que les inondations récurrentes étaient leur principale priorité ; elles provoquent régulièrement des pertes de biens, de vies et de récolte. DENIVA, un réseau de populations autochtones, a travaillé avec STEP-UG pour entreprendre les enquêtes et organiser une session de retour d'informations à la communauté afin de concevoir un plan d'action local. La réunion de plus de 200 participants, comprenant des femmes, des enfants, des jeunes et des personnes en situation de handicap a fait apparaître qu'un manque de financement local freinait les actions de réduction des risques. Les participants tous ensemble ont donc décidé de constituer deux associations d'épargne villageoises pour collecter des fonds qui serviraient à la préparation aux inondations en cas d'urgence. Chaque samedi, quand les membres de la communauté apportent leur épargne de UGX1000 (environ USD0.35), ils ont l'occasion de discuter des questions qui touchent leur communauté et des solutions potentielles. Grâce aux épargnes, les communautés ont pu acheter des semences de plantes résistantes aux tempêtes et planter des espèces d'arbres locaux qui agissent comme une barrière aux tempêtes.

« Nous ne savions pas qu'il y avait des choses que nous pouvions faire par nous-mêmes pour réduire



les risques de catastrophe. Mais avec la formation donnée par STEP-UP et DENIVA, nous avons pris conscience que si nous plantions des arbres, nous réduirions l'arrachement de nos toits par le vent chaque fois qu'une tempête surviendrait. » Un membre de la communauté

Cela a davantage ouvert la pensée des membres de la communauté pour ce qui est d'utiliser leurs propres ressources locales afin de répondre à leurs menaces au jour le jour sans toujours attendre l'aide de l'administration ou des partenaires de développement. Avec un plan clair et en puisant dans les compétences les uns des autres, la communauté a été en mesure de provoquer le changement.

Utilisation de jeux pour changer les mentalités sur la construction sécurisée en Indonésie

Le village de Karangwuni à Yogyakarta, Indonésie, n'est pas seulement sujet à des menaces naturelles comme les séismes, les fortes précipitations et les cendres tombants du volcan Menaces voisin. Les enquêtes de *Sur le front* ont fait apparaître que le village accordait la priorité aux questions relatives au développement urbain non durable. Les discussions communautaires sur ces aléas urbains, ainsi qu'une enquête sur le niveau de la nappe phréatique (conduite par la Plateforme de RRC de Yogyakarta, le Centre d'étude sur la gestion des catastrophes de l'université nationale Pembangunan et le Centre d'étude sur les catastrophes naturelles de l'université Gadjah Mada), sont arrivées à la conclusion que le développement non réglementé des appartements avait conduit à une diminution significative de la quantité d'eau et une augmentation de la pollution atmosphérique.

La communauté locale de Karangwuni a créé avec l'Unité de secours Yakkum, la Plateforme de RRC de Yogyakarta et les étudiants de l'Institut indonésien des Arts, une campagne reposant sur des preuves et utilisant l'art pour promouvoir le développement zéro-risque à Yogyakarta. Parmi tout un éventail d'activités, l'équipe a conçu un café éphémère qui vend des articles au nom lié au développement à haut risque, comme « Café amer », qui n'a que quelques gouttes d'eau en raison de la pénurie d'eau. Elle a également créé un jeu de monopoly alternatif avec des règlements pour la construction et des codes pour les bâtiments. Avec ces techniques de lobbying innovantes et marquantes, les communautés locales et l'administration locale ont passé du temps ensemble pour discuter comment construire avec un risque zéro.

Les communautés draguent la rivière et préviennent les inondations au Cameroun

La communauté du Motowoh inférieur est confrontée à des inondations saisonnières destructrices. Les maisons sont inondées à chaque saison des pluies et les moyens de subsistance sont détruits ; et les routes endommagées provoquent de nombreux accidents routiers. Les enquêtes de *Sur le front* ont montré que les inondations sont causées en partie par les débris qui encombrer les rivières. Il en résulte que leur niveau monte rapidement dès qu'il pleut. Les enquêtes ont également fait apparaître un autre problème : la demande fréquente de la communauté pour obtenir le soutien de l'administration locale ne recevait pas d'attention faute de décentralisation des ressources allouées au travail de RRC.

L'ONG qui a mené le processus *Sur le front* au Cameroun, Géotechnologie, évaluation environnementale et réduction des risques de catastrophe (GEADIRR), a organisé une série de réunions avec les membres de la communauté et de l'administration locale pour réfléchir aux résultats des enquêtes. Ils ont décidé qu'une étape concrète pour réduire l'impact des fortes précipitations serait de draguer la rivière de la boue et des débris. S'étant rassemblés et ayant discuté pour trouver une solution commune, les représentants de la communauté, les OSC locales et l'administration locale ont reconnu qu'ils avaient un rôle à jouer dans la solution et qu'ils pouvaient tous ensemble contribuer à cette activité. Une pelleuse a été louée pour dégager le cours de la rivière Njengele, ouvrant l'écoulement plus rapide de l'eau. Ainsi, en 2016, la communauté n'a pas subi d'inondation pendant la dernière saison des pluies.





Des groupes de femmes protègent leur communauté de l'impact des séismes au Népal

Les femmes de Chandragiri, Katmandou, ont prouvé leur rôle vital par la mise en place de mesures d'atténuation non structurelles en cas de séisme. Au cours de l'enquête *Sur le front*, les habitants de Chandragiri ont signalé les séismes comme la menace primordiale dans la communauté et une atténuation non structurelle comme l'une des actions prioritaires à mettre en œuvre. Un groupe de femmes qui avaient été formées auparavant, par la National Society for Earthquake Technology (NSET) à la protection de leur maison à l'aide d'approches non structurelles, comme fixer aux murs les armoires, cadres et réfrigérateur, ont été mobilisées par NSET pour mettre en œuvre leurs compétences dans la communauté. Maintenant, elles mettent en œuvre les mesures d'atténuation dans leur localité ainsi qu'à l'extérieur de leur communauté, y compris dans 10 écoles différentes de tout Katmandou, Lalitpur et Bhaktapur, ainsi que dans un hôpital.

Cette initiative n'a pas été seulement une étape vers une communauté plus sûre, elle a aussi stimulé la confiance des femmes et les a dotées de nouvelles compétences techniques et de nouveaux rôles de direction dans leur communauté. En outre, la mise en évidence de ces compétences a débouché sur l'emploi de ces femmes dans de nouvelles activités rémunératrices autres que l'artisanat habituel.

Augmenter la résilience des petites îles par un travail intersectoriel sans frontière aux Philippines

Les îles Gigantes, qui font partie de la municipalité de Carles, sont vulnérables de divers aléas hydrométéorologiques, comme les typhons, ainsi qu'à des menaces socioéconomiques, comme des activités de subsistance dangereuses et le manque d'accès aux installations de santé et d'accouchement, ceci en raison de la pauvreté.

Sous la direction de la fondation UP Visayas et du Centre de préparation aux catastrophes, *Sur le front* a contribué à améliorer l'application du projet RISE Gigantes, une intervention de réhabilitation après le Typhon Yolanda. Un profilage inclusif des risques a mis en lumière des facteurs sous-jacents de risque dans les îles, comme le tourisme non durable, la pêche illicite et un secteur des transports non réglementé. Pour aider les îles Gigantes à s'attaquer à ces questions de développement, une stratégie de convergence a été conçue pour développer une répartition claire des responsabilités entre les parties prenantes, réduire les chevauchements et combler les lacunes de couverture et de qualité, ainsi que pour mesurer dans quelle mesure les besoins sont satisfaits collectivement. L'un des principaux résultats a été la formation de Island Sustainable Development Alliance Inc., une confédération de 12 groupes communautaires de Gigantes travaillant ensemble pour entreprendre les évaluations participatives des risques, le renforcement des capacités et la gestion des ressources naturelles.

L'adoption d'une approche collective a ouvert la voie aux dialogues et à des bonnes relations, à la mobilisation des ressources et au partage des responsabilités entre les parties prenantes. Elle a également contribué à renforcer les mécanismes de gouvernance, comme en témoignent le soutien des dirigeants locaux et l'inclusion des secteurs clés dans les processus de gouvernance locale. En raison de priorités et de mécanismes de coordination différents, la consolidation des conseils du barangay a parfois été difficile ; cependant, les acteurs ont été aidés pour voir quels étaient leurs objectifs partagés et leur responsabilité conjointe, et il ne fait maintenant pour eux aucun doute que les bienfaits de la convergence méritent d'être reproduits.



Édifier ensemble des murs de pierre pour stimuler la production agricole au Sénégal

Le projet *Sur le front* a fait apparaître que les maladies et les inondations sont les deux principales menaces pour la communauté de Kolda au Sénégal. La population a toujours été confrontée à un degré élevé de variabilité climatique et, au cours des deux dernières décennies, le Sénégal a connu des hausses de température, une pluviométrie variable et une augmentation des phénomènes extrêmes due au changement climatique. Pour les communautés de la région, cette situation a mis une pression supplémentaire sur la production agricole et les ressources naturelles déjà dégradées. L'augmentation des températures réduit la teneur en humus des sols en raison d'une minéralisation plus rapide. Des pertes additionnelles de la couche de terre arable fertile se produisent à cause de l'érosion hydrique et éolienne. Les sols dégradés diminuent l'infiltration de l'eau, ont des capacités de stockage de l'eau plus faibles et produisent moins de nourriture et de fourrage. Restaurer les sols, améliorer leur fertilité et augmenter la disponibilité de l'eau accroissent et stabilisent par conséquent la production agricole.

Pendant les consultations de *Sur le front*, les membres de la communauté locale ont accepté de se mobiliser pour l'action locale et l'apprentissage, en utilisant de savoir traditionnel pour renforcer leur résilience aux inondations et à l'érosion des sols par la construction de murs de pierre autour des terres agricoles qu'ils considéraient comme vulnérables aux inondations et à l'érosion des sols. Ces murs de pierre font office de structures perméables qui agissent comme un filtre, en retenant les sédiments d'origine hydrique et les matières organiques. La technologie locale a eu des effets positifs sur l'environnement. Des terres dégradées ont été restaurées, les rendements des cultures ont augmenté dans les communautés où des murs avaient été construits, et tout le processus *Sur le front* a abouti à une attention accrue accordée à l'aménagement du territoire et à l'environnement par les villages. Des efforts constants de sensibilisation par l'organisation chef de file, Shalom International, ont aussi été essentiels pour assurer la poursuite de la participation des agriculteurs.

Renforcement des capacités communautaires au Nigeria pour se protéger des inondations

La communauté de Gbekuba est l'une des zones les plus sujettes aux inondations de Ido au Nigeria. En juin 2016, l'inondation a été particulièrement dévastatrice, entraînant des pertes de vies humaines et des dommages aux propriétés. Les moyens de subsistance ont eux aussi été gravement touchés et il y a eu d'importants impacts socioéconomiques dans la communauté. L'enquête *Sur le front* a indiqué que 43% des personnes interrogées pensaient que les inondations récurrentes étaient la menace prioritaire pour leur communauté. Ces personnes ont dit qu'une action indispensable serait de sensibiliser aux moyens de réduire dans la communauté l'impact des inondations et de sensibiliser aux droits des citoyens avant, pendant et après une situation d'urgence. Le Centre pour la réduction des risques de catastrophe et des crises (CDRCR) a donc organisé une réunion pour que les communautés et les OSC conçoivent une campagne de sensibilisation aux impacts des inondations récurrentes et aux moyens de réduire le risque.

Dans le cadre de la campagne, des tracts d'impact ont été distribués pour présenter la marche à suivre avant, durant et après une inondation. Les membres de la communauté sont allés de porte en porte pour informer leurs voisins sur les démarches simples qu'ils pouvaient entreprendre pour réduire les dommages. Un rassemblement a été organisé pour attirer l'attention sur les responsabilités des ministères qui peuvent apporter leur aide pendant une catastrophe. C'est ainsi que les habitants ont mis au point des plans personnels d'urgence, ont organisé des équipes de réponse aux inondations locales chargées de fournir au gouvernement des informations avant l'arrivée des inondations et de nouer des relations avec les différents acteurs responsables de la gestion des inondations. Il a été parfois difficile d'organiser des réunions et des rassemblements ouverts à tous, il a donc fallu être souple et s'adapter aux situations changeantes.





Les membres de la société civile kényane se donnent la main pour lutter contre la sécheresse, la déforestation et l'insécurité

Action pour le changement durable Kenya (AFOSC Kenya) a organisé une réunion communautaire dans le comté de Mandera West pour discuter de la façon de lutter, par l'action locale et le plaidoyer, contre les menaces identifiées. Les communautés locales ont été sensibilisées sur les résultats de l'enquête *Sur le front* et mobilisées pour entreprendre des actions réalisables à faible coût pour renforcer la résilience face aux catastrophes. Des coalitions locales composées de femmes, de groupes de jeunes et d'organisations de base communautaire ont été mises en place pour créer un mouvement pour le changement au niveau du sous-comté. Ces groupes, assistés d'AFOSC Kenya, ont entrepris des efforts ciblés de lobbying auprès des fonctionnaires du comté, des membres du parlement local et d'autres parties prenantes pour sensibiliser aux catastrophes locales, à l'aide des preuves émanant de l'enquête *Sur le front*. Ces efforts étaient entre autres des séminaires, des « caravanes pour la paix » et des émissions télévisées en direct. Les efforts pour construire un réseau au niveau du sous-comté ont été plus tard étendus à la construction d'un réseau national pour le changement, quand 14 Organisations de la société civile ont été mobilisées pour définir les catastrophes prioritaires et un plan de plaidoyer conjoint pour apporter un changement désiré réaliste.

Formation de comités locaux de RRC pour traiter les facteurs de risque sous-jacents en République dominicaine

Face à l'impact des inondations, la République dominicaine a créé des plans d'urgence nationaux, sectoriels et locaux. Le problème est qu'au-delà de la réponse d'urgence, beaucoup des conséquences des inondations sont à l'échelon local le reflet de questions de pollution, de gestion des déchets et de vulnérabilité due à la pauvreté, et que les plans n'ont pas été conçus pour traiter ces conséquences. Les résultats de *Sur le front* suggèrent un manque de participation tant des autorités locales que des communautés locales, et proposent une action locale pour renforcer la sensibilisation, la collaboration et la coordination. Suite à ces résultats et recommandations, des réunions ont été organisées par Servicio Social de Iglesias Dominicanas (SSID), une ONG nationale, pour rassembler communautés, dirigeants et autorités locales. Des comités locaux de réduction des risques de catastrophe ont été formés, qui repèrent les lois et politiques qui peuvent servir à améliorer la réduction locale des risques. Alors que les catastrophes de grande ampleur, comme les glissements de terrains et les inondations qui ont frappé Jimani en 2004, attirent une réponse nationale, les résultats récents de *Sur le front* suggèrent que les menaces localisées, la pollution de l'eau dans la zone urbaine de Jimani par exemple, sont un sujet de préoccupation plus régulier. Ce sont ces menaces particulières à la région que les comités ont l'intention de traiter.



Prochaines étapes pour intensifier les effets

Le projet *Sur le front* a mis en évidence à quel point les capacités et le savoir locaux sont essentiels pour un renforcement efficace de la résilience, objectif souhaité, commun à tous les cadres pour l'après 2015.

Nous avons des récits montrant comment le processus de collecte, réflexion et action à partir du savoir local peut conduire à des changements de politiques et de pratiques afin de lutter contre les facteurs de risque sous-jacents. Ces récits prouvent l'importance de la collaboration entre les communautés et les administrations pour la conception des politiques, plans et actions afin de renforcer la résilience. En travaillant avec les acteurs locaux, les gouvernements ont assuré à leurs investissements un bon rapport qualité-prix. En l'absence de l'identification des priorités locales et du travail avec les acteurs locaux, les actions peuvent être inappropriées, inefficaces et faire preuve d'un mauvais usage des ressources.

Les effets peuvent être obtenus avec des ressources limitées, comme le montrent les récits des quatre coins du monde partagés dans cette publication. Davantage de ressources sont cependant nécessaires pour intensifier ces effets et investir dans une collaboration systématique dans les pays.

Que prévoyons-nous de faire maintenant ?

Recueillir plus d'apprentissage. GNDR et ses membres continueront de partager d'autres études de cas sur les possibilités de travail en commun des acteurs locaux pour véritablement renforcer la résilience aux menaces priorisées par les communautés. Pour étudier vous-mêmes les données et les récits des effets obtenus jusqu'ici, veuillez voir www.gndr.org/frontline

Évaluer les initiatives communautaires de RRC et renforcer les capacités des acteurs pour intensifier les approches durables. GNDR prévoit maintenant de travailler avec ses partenaires pour analyser comment il est possible d'intensifier les initiatives communautaires de RRC de façon durable, renforcer les capacités pour mettre en œuvre les approches communautaires de RRC et faire pression pour des changements de politiques et de pratiques en vue d'une RRC communautaire.

Lancement de notre programme *Vues du front* 2017. Tirant les leçons du programme *Sur le front*, *Vues du front* 2017 contrôlera dans quelle mesure les acteurs locaux sont inclus dans le processus de résilience à l'échelon local et dans quelle mesure l'environnement favorable à cette collaboration est créé à l'échelon national. Cela mobilisera notre réseau pour utiliser le même processus axé sur la réflexion que celui de *Sur le front*. Cela sera piloté sur une sélection réduite de pays ; GNDR prévoit ensuite de généraliser à 50 pays dans le monde. Si vous êtes intéressé par le soutien à ce programme local de suivi, veuillez contacter GNDR à info@gndr.org

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier Terry Gibson, coauteur de cette publication, et toutes les organisations qui ont participé et contribué au programme *Sur le front* pour leur labeur soutenu dans leur pays et leur communauté. Des remerciements particuliers aux Organisations de coordination nationale :

Action for Sustainable Change	Kenya
Centre for Disaster Preparedness	Philippines
Centre for Disaster Risk and Crisis Reduction	Nigeria
Development Network of Indigenous Voluntary Association	Ouganda
Foundation of the Peoples of the South Pacific International	Fidji
Geotechnology Environmental Assessment and Disaster Risk Reduction	Cameroun
Foundation for the Peoples of the South Pacific Kiribati	Kiribati
National Society for Earthquake Technology	Népal
Save the Earth	Cambodge
SEEDS	Inde
Shalom International	Sénégal
Servicio Social de Iglesias Dominicanas	République dominicaine
Tonga Community Development Trust	Tonga
Yakkum Emergency Unit	Indonésie

Nous adressons aussi des remerciements particuliers aux organisations suivantes pour les photos de cette publication : CDP, Yakkum Emergency Unit, Indonesian Institute of the Arts Yogyakarta, DENIVA, GEADIRR, NSET, CDRC, AFOSC, SSID, et Jorge Ebay de UP Visayas Foundation.

Cette publication *Sur le front* a été rendue possible grâce au soutien du peuple américain par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu de cette publication est la responsabilité exclusive du Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes et ne reflète pas nécessairement le point de vue d'USAID ou du gouvernement des États-Unis.



GNDR
Global Network of Civil Society
Organisations for Disaster Reduction

+44 208 977 7726

info@gndr.org

www.gndr.org